

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 6 juin 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

CC DU PIEMONT CEVENOL

Lieu-dit Tapis Vert
30170 Saint-Hippolyte-du-Fort

Références : 2025-06-
Code AIOT : 0018100263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement CC DU PIEMONT CEVENOL implanté Lieu-dit Tapis Vert Parcelles n° 483 484 485 section AN 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort.

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'une action régionale coup de poing sur le risque incendie dans les installations de tri, transit, regroupement et collecte de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC DU PIEMONT CEVENOL
- Lieu-dit Tapis Vert Parcelles n° 483 484 485 section AN 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort
- Code AIOT : 0018100263 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Par arrêté préfectoral n°0709097 du 28 septembre 2007, la Communauté de Communes Cévennes-Garrigue a été autorisée à exploiter une station de transit de résidus urbains et une déchetterie situées à SAINT-HIPPOLYTE-DUFORT, lieu-dit "Tapis Vert", parcelles n° 483, 484, 485 section AN.

Suite à la fusion des communautés de communes Coutach-Visourle, Cévennes Garrigues et Autour de Lédignan, c'est la

Communauté de Communes du Piémont cévenol qui a repris l'exploitation des installations au 1er janvier 2013.

La station de transit comprend une plate-forme pouvant recevoir 4 bennes de 30 m³ dans un bâtiment fermé de 274 m². Elle n'est actuellement plus utilisée pour le transit de déchets mais comme ressourcerie pour le ré-emploi.

La déchetterie comprend 6 quais bétonnés recevant chacun une benne de 10 à 35 m³, des conteneurs spéciaux pour le verre, les bouteilles plastiques, les papiers journaux et les huiles usagées, un local pour le stockage des batteries, des piles et des appareils électriques dans le bâtiment de gardiennage, une armoire pour les déchets ménagers dangereux.

L'établissement comprend également une aire de stockage de déchets verts de 875 m², un garage de 240 m², un réservoir de 2 m³ de gazole et un poste de distribution, un pont-bascule et une aire de lavage.

Cependant, suite à des modifications des conditions d'exploitation du site, l'aire de stockage des déchets verts ne reçoit plus de dépôt au sol de bois ni de déchets verts, qui sont dorénavant déposés par le public dans des bennes de 30 m³ au niveau des quais de déchargement, et il n'y a plus d'aire de lavage sur le site. L'aire de 875 m² accueille actuellement des bennes vides.

Thèmes de l'inspection : AR - 7 | Risque incendie, Stratégie de défense incendie | Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.3.	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.7.	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
4	Interdiction des feux	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.8.		Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.9.		Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
6	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.4.	/	Demande d'action corrective	1 Mois
9	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
10	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
11	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
12	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité et circulation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.3	/	
7	Stockage des DEEE	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9	/	
8	Réception des déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	/	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'occasion de cette inspection inopinée thématique, l'inspection a relevé notamment que le site ne dispose que d'un seul poteau d'incendie sur les 3 prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'absence de plan de défense incendie et de réalisation d'exercices de défense contre l'incendie, dispositions applicables à ces installations depuis juillet 2024, et l'absence de mise en place de dispositions de confinement des eaux d'extinction.

Plusieurs autres non-conformités ont été constatées qui peuvent être résorbées rapidement; toutefois, certaines d'entre elles ayant fait l'objet de précédents constats sans avoir été solutionnées par l'exploitant, une mise en demeure est proposée pour encadrer les délais de leur mise en conformité. C'est également le cas pour les dispositions de confinement des eaux d'extinction, dont les délais techniques de réalisation peuvent s'avérer conséquents.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité et circulation


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens d'accès et de circulation
Prescription contrôlée : [...] L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. [...] Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés. [...]
Constats : Il est constaté la présence: - d'une clôture ceinturant le site, fermée par 3 portails en dehors des heures d'ouverture: l'un à l'entrée de la déchetterie, l'autre à l'entrée de la recyclerie remplaçant la station de transit, le 3ème, secondaire, réservé au service, maintenu fermé en dehors des opérations d'enlèvement des déchets; - d'une voie engin accessible aux SDIS et d'ouvrants sur une des façades de chaque local fermé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.3.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 24/11/2021• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2022
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- de 3 poteaux d'incendie, dont un implanté à l'entrée de l'établissement,- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel d'exploitation est formé à l'utilisation des extincteurs et aux mesures à prendre en cas d'incendie.</p>
Constats : <p>Il a été constaté la présence sur le site de la déchetterie de 4 extincteurs, dont 2 disposés dans le bâtiment de gardiennage et le garage, à proximité des dégagements, 1 à l'extérieur du local des déchets dangereux et 1 dans l'engin.</p> <p>Le gardien indique que le personnel d'exploitation est entraîné à la manipulation des extincteurs chaque année, sans toutefois être en mesure de présenter d'attestation de formation.</p> <p>De plus:</p> <ul style="list-style-type: none">- la vérification de 3 des 4 extincteurs présents a été réalisée en date du 17/04/2024 soit il y a plus d'un an;- l'installation n'est dotée d'aucun poteau d'incendie propre; le poteau d'incendie le plus proche est implanté dans la ZAM du Tapis Vert à l'extérieur du site, à moins de 100 m de l'entrée de la déchetterie;- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de vérification du débit délivré par ce poteau d'incendie datant de moins d'un an,- le personnel ne dispose d'aucun téléphone professionnel,- les plans des locaux ne sont pas présents. <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 7.3. de l'arrêté préfectoral du 28/09/2007 susvisé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous un délai de 2 mois il est demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none">- de transmettre les rapports de vérification des extincteurs et du poteau d'incendie datant de moins d'un an et des justificatifs de formation du personnel à la manipulation des extincteurs;- de mettre un téléphone professionnel à disposition du personnel;- de mettre en place sur le site un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, <p>Concernant les poteaux d'incendie il est demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none">- d'installer les 2 poteaux d'incendie supplémentaires prévus dans son arrêté préfectoral d'autorisation sous un délai de 12

mois ou de fournir sous 2 mois un avis du SDIS confirmant la suffisance d'un seul poteau d'incendie.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 Mois


N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.7.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques incendie
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats : Selon le registre de sécurité présenté, la dernière vérification des installations électriques a été effectuée en date du 17/08/2022, soit il y a plus d'1 an. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 7.2. de l'arrêté préfectoral du 28/09/2007 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un justificatif de conformité des installations électriques du site datant de moins d'1 an sous 2 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 4 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.8.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 24/11/2021• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets ménagers spéciaux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.</p>
Constats : <p>L'interdiction de fumer et d'apporter du feu est affichée clairement sur la porte de l'armoire de stockage des déchets ménagers spéciaux mais pas en limite des bennes de stockage des déchets combustibles.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 7.8. de l'arrêté préfectoral du 28/09/2007 susvisé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous 1 mois un affichage visible de l'interdiction de fumer et d'apporter du feu en limite des bennes de stockages de déchets combustibles.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois


N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.9.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 24/11/2021• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues à l'article 7.8,- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : <p>Hormis la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des responsables d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours, les autres consignes de sécurité ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 7.9. de l'arrêté préfectoral du 28/09/2007 susvisé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois


N° 6 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.
Constats : Il est fait les constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de plan général des installations indiquant, pour les stockages de déchets présentant un risque d'incendie ou d'explosion, la nature de ce risque.- le risque d'incendie n'est pas indiqué à proximité des bennes de déchets combustibles. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sur le site un plan général des installations indiquant, pour les stockages de déchets présentant un risque d'incendie ou d'explosion, la nature de ce risque, ainsi qu'une signalétique au niveau des stockages de déchets combustibles rappelant le risque concerné, sous 1 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 7 : Stockage des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [..]
Constats : Le gardien déclare que toutes les batteries sont systématiquement séparées des DEEE à leur réception et stockées à part dans les fûts dédiés disposés sur des palettes derrière des plots pour éviter les impacts.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Réception des déchets non dangereux


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures au public.
Constats : Il est constaté que l'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets non dangereux est clairement indiquée par des affichages appropriés. Il n'est pas constaté d'erreur de tri visible ni de benne surchargée lors de la visite.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 5.5
Thème(s) : Risques accidentels - Confinement
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.
Constats : Aucune disposition n'a été mise en place sur le site pour le confinement des eaux d'extinction. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 5.5. de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 susvisé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 10 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté l'absence de plan de défense contre l'incendie sur le site.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera un plan de défense contre l'incendie pour ses installations de Saint-Hippolyte-du-Fort (déchetterie et locaux de réemploi) comprenant l'ensemble des éléments requis, sous un délai de 3 mois. Il en tiendra un exemplaire à disposition à l'entrée du site, et en transmettra une copie à l'Inspection et aux services d'incendie et de secours dans le mois suivant sa réalisation.</p> <p>Il veillera à le mettre à jour à chaque évolution et s'assurera que les services d'incendie et de secours disposent de la</p>

dernière version actualisée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 Mois

N° 11 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé ni programmé sur le site.</p> <p>Le gardien a déclaré que le personnel est formé et entraîné chaque année à la mise en œuvre des moyens d'extinction mais n'a pas été en mesure de le justifier par une attestation de formation.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra d'organiser un exercice de défense contre l'incendie sur la base du mode opératoire de première intervention défini dans le plan de défense incendie, sous un délai de 3 mois.</p> <p>Cet exercice fera l'objet d'un compte-rendu à transmettre à l'inspection des installations classées et aux services de secours dans le mois suivant sa réalisation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 Mois

N° 12 : Débroussaillage


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les abords du site sont maintenus débroussaillés. [...]
Constats : Il a été constaté que les abords de la déchetterie n'étaient pas débroussaillés. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 7.2. de l'arrêté préfectoral du 28/09/2007 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Débroussaillage à réaliser avant l'été et de manière régulière afin de maintenir les abords du site débroussaillés dans le respect des OLD en vigueur dans ce secteur.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 12 Débroussaillage



Abords non débroussaillés